

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 07/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BASF HEALTH AND CARE PRODUCTS FRANCE

Usine d'Estarac
31360 Boussens

Références : -
Code AIOT : 0006802544

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2025 dans l'établissement BASF HEALTH AND CARE PRODUCTS FRANCE implanté Usine d'Estarac 31360 Boussens. L'inspection a été annoncée le 24/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans une action nationale et une action régionale concernant respectivement " l'utilisation des mousses anti-incendie " et " la prise en compte du risque inondation ".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BASF HEALTH AND CARE PRODUCTS FRANCE
- Usine d'Estarac 31360 Boussens
- Code AIOT : 0006802544

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'entreprise BASF produit sur ce site, à partir d'huiles végétales (colza, tournesol, soja, palme et palmiste), et notamment grâce à une unité d'hydrogénation, des alcools gras sous forme liquide ou solide, des esters méthyliques, de la glycérine et des esters de spécialité.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- NATECH
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
2	Principes généraux de prévention des risques.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article article 47	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

S'agissant de l'action nationale relative à l'utilisation des mousses anti-incendie, l'exploitant utilise depuis 2010 des émulseurs sans PFAS.

Concernant le risque inondation, l'exploitant a mis en place des mesures pour éviter la survenue d'un accident technologique majeur en situation d'inondation. Ces mesures ont été prises suite aux intempéries qui ont conduit aux inondations survenues du 09 au 12 janvier 2022 enregistrant un niveau de montée des eaux de 6,22 m.

.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.
Constats :

L'exploitant utilise un seul émulseur, depuis 2010, ECOPOL fourni par BIOEX, dont la concentration dans la solution moussante est de 3%.

Une attestation technique ainsi que la fiche de sécurité du produit sont présentées par l'exploitant confirmant que cet émulseur est sans fluor.

Par ailleurs, ce produit est listé parmi les émulseurs particulièrement performants par le ministère chargée de la transition énergétique.

L'exploitant précise qu'il procède à des analyses de cet émulseur pour s'assurer de la continuité de sa conformité. Un dernier contrôle de qualité est effectué avant la date de péremption de celui-ci, pour éventuellement le prolonger, une seule fois, d'un an au maximum.

Concernant l'utilisation d'émulseurs fluorés avant 2010 et l'éventuelle contamination des sols par ces polluants persistants, l'exploitant précise que les tests et exercices se faisaient sur le plateau technique disposant d'une rétention. Les eaux d'extinction étaient pompées et dirigées vers les filières de traitement.

Aujourd'hui, les exercices se font sans utilisation d'émulseur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Principes généraux de prévention des risques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article article 47

Thème(s) : Actions régionales, Inondation

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

Constats

Le site se trouve après la confluence de la Garonne et du Salat.

L'exploitant présente la fiche réflexe 1016 du plan d'opération interne (POI) de décembre 2024 qui décrit la procédure à mettre en place en situation d'inondation. Cette fiche a été élaborée suite aux intempéries qui ont conduit aux inondations survenues du 09 au 12 janvier 2022 (submersion du local de prélèvement des effluents aqueux).

La commune de Boussens est classée à risque Inondation par une crue à débordement lent de cours d'eau selon le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM). L'exploitant présente une carte sur le site de la ville de Boussens, établi par la DDT, montrant les surfaces submersible. Pour le site de BASF, cette zone concerne le local des analyseurs, les points de rejets et de pompage.

La fiche 1016 du POI définit 3 niveaux d'alertes matérialisés sur le site par des repères jaune, orange et rouge observés sur site. Ces repères illustrés par les 3 couleurs se présentent comme suit :

- Niveau 1 : arrêt des prélèvements et des analyses automatiques sur le local des analyseurs en bordure de Garonne. Engagement des analyses manuelles et surveillance du niveau de la Garonne et du Salat.
- Niveau 2 : engagement de la gestion interne de crise. Retrait des analyseurs et des équipements et déclenchement de l'arrêt d'urgence de l'activité.
- Niveau 3 : interdiction de l'accès à la zone de rejet et de pompage

Cet événement a montré l'importance de la mise en sécurité du pompage des eaux pour le process (Vapeur et eaux de refroidissement) et le pompage incendie. En cas de crue très importante, les pompes incendies seraient noyées et le risque d'incendie lié aux substances stockées et de celles dans les bacs ou engagées dans le process devait être pris en compte.

En se basant sur le retour d'expérience de la crue de 2022 avec un niveau de montée des eaux de 6,22 m qui a atteint le local des analyseurs, l'exploitant a décidé la mise en place d'une quatrième pompe pour la mise en sécurité incendie. Celle-ci étant manuelle est mise sur la réserve d'eau filtrée de 200 m³ dédiée au process, inutilisable en situation d'arrêt des activités.

Le délai de mise en sécurité du site en cas d'arrêt d'urgence oscille entre 2 à 4 h, selon les installations qui mettent en œuvre des substances ne figeant pas et celles qui figent.

S'agissant de l'historique des inondations, l'exploitant n'a pu remonter les côtes atteintes sur site que jusqu'en 2014 :

2022 atteint 6,11 m,
2021 atteint 4,6 m,
2019 atteint 4,9 m,
2014 atteint 4,9 m.

Type de suites proposées : Sans suite